

## **Discours du Premier ministre – Réaction de FO**

### **Pour FO, il y a beaucoup d’absents dans le discours du Premier Ministre**

Premier grand absent, celui de la considération – sur laquelle pourtant le Premier ministre a conclu, mais qui manifestement ne s’adresse pas au dialogue social et à ce que portent les syndicats. Les rares moments où ceux-ci sont invoqués, c’est dans un rôle limité à la mise en œuvre de politiques décidées par le gouvernement. Il y a là un grand écart avec le discours du Président de la République à l’OIT : on est malheureusement loin de la cohérence à laquelle il se référait entre la parole et les actes au niveau national. L’annonce de la réforme du CESE risque malheureusement de réduire aussi la place du dialogue économique, social et environnemental.

FO ne taira ni ses analyses, ni ses revendications, ni ne faiblira quant à la mobilisation nécessaire pour les faire entendre.

FO appelle encore une fois le gouvernement à entendre le malaise et le mécontentement qui s’exprime fortement dans la Fonction publique, contre le projet de loi de transformation, comme celui de la santé ou de l’éducation et à ouvrir au plus vite de véritables négociations permettant d’apporter d’urgence des réponses concrètes aux revendications exprimées tant en termes de rémunération que de conditions de travail et d’emplois.

Autre grand absent, les salaires. Encore une fois, force est de constater que tout est fait pour éviter leur augmentation au profit d’éléments annexes de rémunération, qui plus est exonérés de cotisations sociales ou de fiscalité (prime exceptionnelle et intéressement).

Sur ce sujet en particulier, FO ne peut en rien souscrire à une conception dirigiste de la négociation collective, le Premier ministre évoquant la notion d’accords types destinés à favoriser l’intéressement.

Pour FO, répondre en matière de pouvoir d’achat par la baisse de l’impôt sur le revenu n’est pas la solution. Elle ne répond pas davantage à la nécessité d’une refonte globale visant plus de justice fiscale et risque de se traduire par toujours plus de réductions de moyens des services publics. A ce sujet, FO met en garde contre l’annonce de maisons Frances Services qui à l’évidence vont se faire au détriment des implantations de services existantes (Trésor public, bureaux de postes, ...) et impacter l’emploi des agents concernés.

FO réaffirme la nécessité de l’augmentation du SMIC ainsi que de la valeur du point d’indice des fonctionnaires, ainsi que la relance des négociations de branches sur les salaires.

Contact :

**Yves VEYRIER**  
Secrétaire général

✉ yveyrier

@force-ouvriere.fr

☎ 01.40.52.86.01



## Communiqué de presse

Concernant l'assurance chômage, FO rappelle que l'échec de la négociation vient à la fois du cadrage imposé par le gouvernement et de son ingérence. FO attend des précisions concernant le bonus/malus sur les contrats courts qui pourrait être mis en place, rappelant qu'elle avait proposé un mécanisme dont les simulations avaient montré l'efficacité. FO conteste dans le même temps le durcissement de l'entrée dans les droits annoncé, qui pourrait pénaliser justement les salariés précaires qui subissent les contrats très courts. FO conteste également la dégressivité que veut imposer aux cadres le gouvernement, rappelant que les cadres contribuent beaucoup plus en recettes pour le régime qu'ils n'en bénéficient. Enfin, FO met en garde contre toute différenciation ou inégalité en matière de droits au prétexte de traitement au plus près des territoires de l'accompagnement en matière d'emploi.

Concernant les retraites, le Premier ministre confirme les orientations générales du gouvernement visant à un régime universel par points et supprimant les régimes existants, bien qu'il reconnaisse que ceux-ci assument globalement leur office. Encore une fois, les régimes de retraites ne pourront pas corriger le déficit d'emploi et d'emploi stable et correctement rémunéré sans affecter à la baisse les droits à pension de toutes et tous. C'est faire payer à la Protection sociale l'échec en la matière des politiques économiques, que le Premier ministre a lui-même reconnu, constatant le maintien d'un chômage de masse et de la précarité. D'ailleurs le Premier ministre confirme les annonces du Président de la République visant à aller vers un âge de départ effectif à 64 ans. Quant à l'annonce d'une pension à 85% du SMIC au minimum pour une carrière complète, FO rappelle que cet objectif a été fixé par la loi en 2003, et qu'il devait être atteint en 2008... Au demeurant, FO rappelle que le gouvernement plutôt que de répondre par l'augmentation du SMIC en décembre dernier, a choisi de compléter le SMIC par une prime d'activité de 100€. Qu'en sera-t-il alors des pensions !

FO réitère son opposition à un régime universel par points qui à l'évidence conduira à un recul des droits.

FO appelle encore une fois le gouvernement à redonner une pleine considération à la négociation collective et aux analyses et revendications portées par les syndicats et confirme sa détermination à mobiliser les salariés.

Paris, le 12 juin 2019